

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 RENNES

Rennes, le 26/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **COOPERATIVE GARUN PAYSANNE**

Le Chemin Chaussée  
22400 Hénansal

Code AIOT : 0005503403  
UD35/2024-562

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2024 dans l'établissement COOPERATIVE GARUN PAYSANNE implanté ZI La Brohinière BP 16077 35360 Montauban-de-Bretagne.

L'inspection a été annoncée le 05/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection réalisée avait pour objectif de vérifier:

- la conformité des conditions d'exploitation aux points réglementaires soulevés lors de l'inspection du 30/11/2023, effectuée dans le cadre de l'action nationale portant en particulier sur le contrôle du respect des exigences en matière de prévention du risque incendie, en lien avec l'utilisation d'équipements susceptibles d'être à l'origine de départs de feux ;

- le respect de dispositions complémentaires en matière de risque lié à l'empoussièrement, au regard de l'arrêté ministériel du 29/03/04 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables, classés à autorisation au titre de la rubrique 2160 de la nomenclature des installations classées.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COOPERATIVE GARUN PAYSANNE
- ZI La Brohinière BP 16077 35360 Montauban-de-Bretagne
- Code AIOT : 0005503403
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Coopérative GARUN PAYSANNE a été autorisée à exploiter son site de Montauban-de-Bretagne par arrêté préfectoral du 18 septembre 2007, modifié en dernier lieu par arrêté préfectoral complémentaire (APC) du 02 décembre 2016.

Le site est composé :

- d'une usine de fabrication d'aliments pour le bétail, classée à autorisation sous la rubrique 3642 de la nomenclature des installations classées ;
- de capacités de stockage de céréales classées à autorisation au titre de la rubrique 2160-2.a (quantité autorisée de 30 690 m<sup>3</sup>) et à enregistrement au titre de la rubrique 2160-1.a (à hauteur de 32 000 m<sup>3</sup>)
- d'une activité de séchage.

Le stockage et le séchage des céréales comprennent les installations suivantes:

- deux tours de réception (fosse 1 et fosse 2),
- une 3<sup>ème</sup> tour de réception (fosse 3), notamment associée aux cellules de stockage (GH1 et GH2) de grains humides ;
- 11 cellules de stockage extérieures (silos cylindriques métalliques C33 à C43),
- 2 cellules de stockage en silo plat (C44 et C45) de capacité totale 16 000 m<sup>3</sup> (2 cellules sur les 4 prévues initialement dans l'APC du 02 décembre 2016 ont été construites).
- une installation de séchage de céréales associée aux cellules de stockage (GH3 et GH4) de maïs humide .

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque d'incendie et d'explosion.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV - Article 13	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours
7	Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV - Article 13	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV - Article 13	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre II - Article 3	Sans objet
2	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre II - Article 4	Sans objet
3	Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV - Article 9	Sans objet
4	Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV - Article 12	Sans objet
6	Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV - Article 13	Sans objet
9	Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV - Article 15	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cette visite de contrôle, l'Inspection a pu constater que l'exploitant a répondu aux demandes formulées lors de la précédente inspection.

S'agissant du contrôle des dispositions relatives à la prévention du risque lié à l'empoussièrement, les observations portent principalement sur la nécessité : de renforcer le nettoyage en tenant compte de l'ensemble des surfaces susceptibles d'accumuler de la poussière, d'utiliser l'aspirateur

industriel en priorité et de s'assurer que l'aspirateur utilisé présente des caractéristiques de sécurité permettant d'éviter un incendie ou une explosion.

Il convient par ailleurs de rédiger une procédure spécifique au nettoyage des installations.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre II - Article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance des installations et formation du personnel
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
<b>Constats :</b>  <u>Constat 2023:</u>  L'exploitant doit veiller à la formation systématique des nouveaux arrivants dans un délai raisonnable (1 an maximum à compter de la date de prise de poste) ainsi qu'au renouvellement périodique des formations dispensées auprès du personnel. L'animatrice QSE, nouvellement arrivée en avril 2023, devra notamment suivre l'ensemble des formations requises, comprenant celles relatives aux risques liés à l'activité de stockage de céréales et aux opérations connexes.  <u>Constat 2024:</u>  Il ressort de la réponse de l'exploitant transmise par courrier du 14/02/2024 et des constats relevés lors de la présente inspection que l'exploitant :  - dispose des attestations de suivi, par le personnel concerné, de la formation réalisée le 11/04/2024 par la société TECALIMAN, sur le thème du risque d'incendie et d'explosion lié au stockage de céréales et en usine de nutrition animale, assorties de l'évaluation pédagogique sous forme de QCM. - a mis à jour le tableau de suivi des formations;  Par ailleurs, une étude plus spécifique ICPE a été réalisée par l'APAVE le 15/04/2024 sur le site de la société implantée à Hénansal. Cette étude, qui contribue à apporter à l'exploitant les connaissances nécessaires en matière de rubriques de classement ICPE spécifiques aux installations du site et de textes réglementaires associés, sera transposée, en interne par l'animatrice HSE, au site de Montauban-de-Bretagne.  Les éléments fournis par l'exploitant répondent aux observations formulées en 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre II - Article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance des installations et travaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident
<b>Constats :</b>  <u>Constat 2023:</u>  L'exploitant doit justifier, par la réalisation de formations/vérifications en interne notamment, la bonne appropriation des consignes de sécurité et des procédures d'exploitation par le personnel.  <u>Constat 2024:</u>  Il ressort de la réponse de l'exploitant transmise par courrier du 14/02/2024 et des constats relevés lors de la présente inspection que l'exploitant :  - a mis en place une évaluation des connaissances (quizz) auprès des nouveaux arrivants (y compris les saisonniers), après présentation du livret d'accueil. Un exemple a été vu sur la fiche d'intégration d'un intérimaire, rédigée le 27/05/2024. La réalisation de ces évaluations est reportée dans le tableau de suivi des formations.  - a prévu d'intégrer le respect des consignes de sécurité et des procédures d'exploitation du personnel dans le cadre des entretiens individuels, par une grille d'évaluation dédiée.  Les éléments constatés répondent aux observations formulées en 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV - Article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;

- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;  
Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]

**Constats :**

Constat 2023:

Au vu des éléments qui précèdent, l'exploitant doit apporter les justificatifs selon lesquels les actions correctives résiduelles sur les installations électriques, planifiées en janvier et février 2024, ont été réalisées. L'exploitant doit également tenir compte des améliorations proposées (dépoussiérage notamment) dans le dernier compte-rendu Q19 établi par la société Bureau Veritas.

De plus, l'exploitant doit :

- améliorer la traçabilité du suivi du contrôle des installations électriques (soit en mettant à jour le tableau de synthèse actuel soit en mettant en place un autre type d'outil ...) ;
- prendre les dispositions afin que le responsable de la maintenance (ou son remplaçant, le cas échéant) soit présent lors de l'intervention de l'organisme qui réalise le contrôle afin, d'une part, d'accompagner le prestataire dans le bon déroulement des vérifications et, d'autre part, d'avoir plus directement connaissance de la situation et planifier plus rapidement les actions correctives à effectuer.

Constat 2024:

Il ressort de la réponse de l'exploitant transmise par courrier du 14/02/2024 et des constats relevés lors de la présente inspection que l'exploitant :

- a procédé à la levée de l'ensemble des non-conformités électriques résiduelles, dont la traçabilité figure dans le tableau de suivi du contrôle des installations électriques ;  
L'intérieur des armoires électriques fait par ailleurs régulièrement l'objet d'un nettoyage cryogénique.
- confirme que l'organisme de contrôle est accompagné par le responsable de la maintenance. Cette information n'étant pas systématiquement indiquée sur le rapport, l'exploitant s'est rapproché de l'organisme vérificateur pour que cette indication y apparaisse.

Les éléments constatés répondent aux observations formulées en 2023.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV - article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nettoyage des aires de chargement et de déchargement des produits
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les aires de chargement et de déchargement des produits sont situées en dehors des capacités de stockage.(...) Les aires de chargement et de déchargement sont : <ul style="list-style-type: none"><li>- soit suffisamment ventilées de manière à éviter une concentration de poussières de 50 g/m3 (cette solution ne peut être adoptée que si elle ne crée pas de gêne pour le voisinage ou de nuisance pour les milieux sensibles);</li><li>- soit munies de systèmes de captage de poussières, de dépoussiérage et de filtration. Ces aires doivent être régulièrement nettoyées.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Le site dispose de trois fosses de déchargement des matières premières, situées en dehors des capacités de stockage. Elles sont équipées d'un système d'aspiration de poussières. Lors de la visite d'inspection, un déchargement en cours au niveau de la fosse 3, a permis de vérifier le bon déclenchement de l'aspiration. Il n'a pas été particulièrement observé de dépôt de poussières sur ces zones. De plus, la configuration de ces aires, ouvertes sur une face (ventilation naturelle) permet également de limiter le confinement des poussières.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV - Article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nettoyage des surfaces empoussiérées
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.
<b>Constats :</b>  Le contrôle a été réalisé en suivant le cheminement des produits par les transporteurs et les élévateurs.  Les installations vérifiées présentent un état général de propreté satisfaisant, à l'exception : <ul style="list-style-type: none"><li>- dans la tour associée à la fosse 3 : au niveau d'un ventilateur,</li><li>- dans la tour associée à la fosse 1 : au niveau des vis de dosage et sur des équipements disposés à même le sol.</li></ul>



La consultation du plan de nettoyage a pourtant permis de vérifier qu'une opération de nettoyage a été réalisée dans les trois tours associées aux 3 fosses au cours de la semaine du 11/03/2024 (fréquence de nettoyage semestrielle, en fonction de l'état d'empoussièrement).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit procéder au nettoyage des éléments susmentionnés et prendre les dispositions afin que l'ensemble des surfaces pouvant accumuler de la poussière (équipements électriques notamment) soit pris en compte lors des opérations de nettoyage. Les consignes doivent être transmises en ce sens auprès du personnel concerné.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 6 : Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV - Article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nettoyage des surfaces empoussiérées
<b>Prescription contrôlée :</b>  La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Les opérations de nettoyage font l'objet d'un plan spécifique qui recense, pour chacune des parties concernées, les informations suivantes : fréquence de nettoyage, personne en charge de l'opération, nature des opérations à réaliser et matériel à utiliser.  Ce plan de nettoyage renvoie aux fiches de suivi dans lesquelles les dates de réalisation de ces actions de nettoyage sont enregistrées.  La consultation, par sondage, des fiches de suivi des nettoyages réalisés montre le respect des périodicités définies.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV - Article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nettoyage des surfaces empoussiérées
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie ou l'explosion.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'un aspirateur portatif pour procéder au nettoyage des installations. Étant donné que l'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer les caractéristiques de sécurité de cet équipement, et sa compatibilité avec l'environnement dans lequel il est utilisé, il a décidé de faire l'acquisition d'un aspirateur ATEX. À cette fin, il s'est rapproché de la société NILFISK qui vend ce type d'équipement. Un rendez-vous a été programmé fin juillet 2024 sur site à ce sujet.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit transmettre le justificatif selon lequel l'aspirateur industriel utilisé présente les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie ou l'explosion.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 8 : Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV - Article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nettoyage des surfaces empoussiérées
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.
<b>Constats :</b>  Les consignes en termes de nettoyage, écrites dans le livret d'accueil précisent : - que l'utilisation de l'aspiration est à privilégier, sans limiter pour autant l'utilisation du balai et de l'air comprimé ; - le nécessaire respect du planning de nettoyage.  Le plan de nettoyage « réception et chargement » n'indique pas l'utilisation de l'aspirateur, pourtant utilisé.

En pied d'élévateur sous les fosses, la nécessité de disjoncter l'élévateur avant de procéder au nettoyage est mentionnée.
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre en cohérence les consignes avec le plan de nettoyage, en favorisant le recours à l'aspiration. L'utilisation prioritaire de l'aspirateur doit être mentionnée dans ce plan de nettoyage.</p> <p>L'utilisation du balai et de la soufflette doit faire l'objet d'une consigne particulière, assortie des mesures de sécurité à mettre en œuvre dans ce cas.</p> <p>Afin de permettre une meilleure lisibilité des actions mises en œuvre en matière de nettoyage des installations, il convient que l'exploitant élabore une procédure spécifique qui fera le lien vers les documents existants (plan de nettoyage, suivi/enregistrement, ....) et qui définira l'organisation en place pour réaliser cette opération ainsi que les consignes d'exploitation associées.</p> <p>Cette procédure sera transmise à l'Inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

#### N° 9 : Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV - Article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Système de dépoussiérage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.</p> <p>Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constat 2023:</u></p> <p>L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- transmettre le justificatif de l'intervention programmée sur l'aspiration des fosses, d'ici la fin du mois de février 2024 par la société SPIE (développeur du logiciel de supervision des installations) ;</li> <li>- confirmer que le double asservissement au niveau des trois fosses de déchargement est opérationnel (arrêt des convoyeurs lorsque l'aspiration ne fonctionne pas et déclenchement de l'aspiration à la mise en service des convoyeurs).</li> </ul> <p>De plus, il convient que l'exploitant prévoit, dans son plan de maintenance préventif, des essais visant à vérifier le double asservissement aspiration/convoyeurs ainsi que l'arrêt des transporteurs en cas de dysfonctionnement des détecteurs de sécurité.</p>

Constat 2024:

Il ressort de la réponse de l'exploitant transmise par courrier du 14/02/2024 et des constats relevés lors de la présente inspection que :

- la société SPIE est intervenue le 17/01/2024 sur le système de programmation des fosses de réception afin que le double asservissement aspiration/fonctionnement des transporteurs soit opérationnel ;

La réalisation d'un test de cet asservissement a été demandée par l'Inspection lors de la présente visite de contrôle.

Ce test, mené au niveau de la fosse 3, a été concluant dans la mesure où il a été constaté :

- d'une part, que l'aspiration se poursuivait jusqu'à la fin du cycle de réception (même une fois le camion parti) ;
- d'autre part, que la mise en route du TC31 n'a pas été possible après que l'aspiration ait été désactivée.

- l'exploitant a intégré, dans son plan de maintenance préventive, le contrôle semestriel du bon fonctionnement de cet asservissement au niveau des trois fosses de réception (le contrôle du 17/01/2024 est correctement reporté).

Les éléments constatés répondent aux observations formulées en 2023.

**Type de suites proposées :** Sans suite